

COSP n°14 (2021) :
Belgian Disability Forum asbl (BDF) :
Note préparatoire à la réunion Coormulti 1/06/2021

Table ronde n°1 : La protection des droits des personnes handicapées dans les situations de risque et les situations d'urgence humanitaire

Le Belgian Disability Forum asbl (BDF) ne dispose pas d'une connaissance spécifique en matière de conflits armés et d'urgence humanitaire.

Sur ces sujets, il se limitera à attirer l'attention sur 3 aspects en lien avec la gestion de la pandémie Covid-19 en Belgique :

1) Les personnes en situation de handicap trop souvent oubliées

Tout au long de la pandémie Covid-19, les personnes en situation de handicap ont fréquemment été oubliées.

Les interpellations vigoureuses des organisations de personnes handicapées et des organes consultatifs ont permis d'amener les autorités à corriger le tir. C'est ainsi que Le CSNPH et le BDF ont obtenu, par exemple, que les communications à la population concernant les mesures Covid-19 soient rendues accessibles à tous les citoyens dans les formats accessibles nécessaires

Dans une logique d'inclusion, il est important que les autorités et les services public agissent automatiquement en tenant compte du plus grand nombre et des plus vulnérables, parmi lesquels, les personnes en situation de handicap.

2) Le droit à des soins de santé de qualité

Au plus fort de la « première vague », il est apparu que des critères de choix basés sur le handicap ont été appliqués les directions des institutions pour personnes en situation de handicap au moment décider de leur transfert ou non vers les hôpitaux alors que leur état de santé le nécessitait.

A ce niveau, également, il a fallu une intervention vigoureuse du CSNPH et le soutien de parlementaires pour que les principes éthiques contenus dans l'UNCRPD soient respectés : les personnes ne peuvent jamais être discriminées sur base de leur situation de handicap. Ce principe général est crucial quand il s'agit de l'accès à des soins de santé de qualité.

3) Situation d'exclusion et d'isolement

La pandémie Covid-19 a accentué les situations préexistantes d'exclusion et d'isolement. Certaines situations difficiles se sont trouvées amplifiées. Les situations de détresse morale et psychologique sont nombreuses.

Dans certains cas, il faudra des années pour éliminer les séquelles qui en ont découlé.

Table ronde n°2 : Autonomie de vie et inclusion dans la société

Le BDF insiste, à travers ses nombreuses interpellations, sur le fait que **les personnes en situation de handicap ont le droit à une vie inclusive dans la société et qu'aucune discrimination envers elles ne peut exister.**

Obstacles et défis durant la pandémie Covid-19

La pandémie Covid-19 a mis en avant de nombreux impacts négatifs (non-exhaustifs) sur la vie quotidienne des personnes en situation de handicap et leurs familles :

- Manque de communication immédiate et claire sur l'épidémie et sur les mesures prises.
- Inaccessibilité à des services de santé et autres installations inclusifs et hygiéniques, quel que soit le handicap.
- Absence de consultation des personnes en situation de handicap et des organisations qui les représentent, pour conseiller les autorités qui fournissent des services accessibles et inclusifs sur les exigences spécifiques et les solutions les plus appropriées.
- Toutes les activités de confinement, de déconfinement et d'atténuation du Covid-19 (pas seulement celles directement liées à l'inclusion des personnes en situation de handicap) devaient être planifiées et mises en œuvre avec la participation active des personnes en situation de handicap.
- Certaines personnes isolées ont peut-être été laissées de côté sans un minimum de contacts humains. Les personnes vivant en institution ont été sur-confinées et privées de toutes activités et contacts. Pour beaucoup d'entre-elles, cette privation de contacts sociaux était incompréhensible et d'autant plus insupportable.
- Lorsque les visites dans les établissements de soins ont été interdites et qu'une mise à distance sociale a été recommandée, les personnes isolées ont été parmi les plus touchées. Personne ne devrait être laissé sans soutien et sans services essentiels. Les établissements doivent recevoir le soutien nécessaire de l'état de manière à pouvoir faire face aux besoins.
- Des moyens financiers supplémentaires auraient dû être prévus pour les institutions de jour comme de nuit afin de faire face aux mesures restrictives lors des périodes de confinement.
- Concernant le tri des patients aux soins intensifs, le BDF a rappelé que TOUTE PERSONNE, malade ou non, handicapée ou non, doit pouvoir exprimer sa volonté par rapport aux soins qu'elle souhaite ou accepte. Le consentement fait partie intégrante de la législation belge sur les droits du patient.
- Des patients n'ont pas pu être pris en charge en soins intensifs parce que trop fragilisés, le BDF a défendu le principe de la prise en charge adéquate et de l'accès pour tous à des soins alternatifs de qualité.

- Les autorités doivent pouvoir garantir aux personnes en situation de handicap qui retournent dans leurs familles un financement qui permet d'assurer 100 % de leurs revenus.
- Le BDF insiste sur le fait qu'il ne peut jamais être acceptable de confiner dans les faits plus que de besoin une personne en situation de handicap, de lui refuser un accès ou de prévoir des situations de report de mesures ou de compromis parce qu'elle est en situation de handicap.
- Les personnes en situation de handicap ont été les oubliées de cette crise sanitaire dans un grand nombre de domaines de la vie quotidienne.
- Il est essentiel et urgent d'investir dans les services de santé et d'accompagnement afin qu'ils puissent faire face à l'augmentation des coûts liés à la crise Covid19.

Il est primordial de tirer les leçons de cette crise et d'avoir une **vision progressiste et pragmatique pour l'avenir dans les domaines du logement, de la santé et de l'accompagnement des personnes en situation de handicap et des familles en particulier.**

Prendre en compte les besoins des personnes en situation de handicap ; quel que soit leur handicap et quel que soit leur âge (enfants, adultes ou personnes âgées).

Il faudrait soutenir à long terme les personnes en situation de handicap à maintenir leur domicile et, ce, sans coût supplémentaire pour la personne ou pour son entourage.

La pandémie n'a fait qu'augmenter le coût de la vie dans une série de domaines, aussi pour les personnes en situation de handicap, par exemple : la nécessité d'acquérir des masques, du gel, de devoir prendre un taxi plutôt que le train, de communiquer plus qu'à l'habitude par téléphone mobile, etc.

Dans ses rapports alternatifs, le BDF déplore que **les femmes et jeunes filles en situation de handicap sont confrontées à des situations très graves de violence, tant domestique qu'institutionnelle**, liées d'une part à leur genre et d'autre part à leur handicap. Elles seraient deux fois plus sujettes aux violences et abus sexuels que les femmes ne présentant pas de handicap.

Inclusion dans la société et lieu de vie

Le BDF estime qu'il est nécessaire de **tendre vers une définition positive et constructive des « situations de vie collective »**. A ce titre, il est essentiel :

- que **l'inclusion soit présente dès le plus jeune âge** afin que les enfants et les jeunes en situation de handicap puissent vivre au sein de la société ordinaire, leur permettant ainsi d'apprendre à mieux définir leurs besoins et leurs choix de vie
- que la société promeuve ce vivre ensemble.

- que les services généraux soient accessibles aux personnes en situation de handicap et qu'un accompagnement concret leur soit disponible quand cela est nécessaire .

Les **mentalités doivent évoluer** afin d'appréhender les personnes en situation de handicap comme faisant partie intégrante de la société et non comme des éléments évoluant à part.

Les **personnes doivent rester libres de choisir leur lieu de vie**, qu'il soit collectif ou non. Plus que jamais, il est important de renforcer la capacité juridique des personnes en situation de handicap.

Pour permettre aux personnes en situation de handicap de poser un véritable choix, il faut que l'offre de services soit adaptée, variée et financièrement accessible.

En ce qui concerne le logement, la **notion d'habitat** recouvre plusieurs aspects :

- La protection : l'habitat est un lieu de refuge où la personne se sent en sécurité, où elle est entourée de personnes en qui elle a confiance.
- L'ouverture : l'habitat est le point de départ sur le monde. Notre monde est organisé autour de notre habitat. C'est le lieu de vie privilégié de la personne qui doit lui permettre de s'ouvrir vers l'extérieur.
- L'intimité : la structure collective, quelle que soit sa taille ou son mode d'organisation, doit permettre à chacun de jouir d'une vie intime et privée

Dans le cas où la personne en situation de handicap choisit de vivre dans une structure collective, elle doit pouvoir **participer à la définition des règles et au fonctionnement du service** qui l'accueille.

L'institution doit être la garante du projet et de la qualité de vie des personnes qu'elle accueille. Ainsi, les exigences de l'organisation elle-même ne doivent pas passer avant les besoins individualisés des résidents.

Repenser le mode de calcul de financement aux institutions : il est important que les autorités compétentes ne financent que les institutions qui respectent un cahier des charges précis, à même de garantir la qualité de vie des personnes en situation de handicap.

Repenser les métiers d'accompagnement des personnes en situation de handicap et des familles

Table ronde n°3 : Droit à l'éducation – Problèmes rencontrés en matière d'éducation inclusive et d'accessibilité durant la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19)

La crise Covid-19 a secoué et secoue encore la société belge.

Méthodes d'enseignement et conditions de scolarisation ont été chamboulées. De nombreux enfants en situation de handicap ont été privés d'enseignement durant de nombreux mois pour différentes raisons : sanitaires, absences d'alternatives, fracture numérique, absence d'aide aux parents

Cette situation a frappé toute la population scolaire et, comme toujours, ce sont les groupes les plus fragiles qui en ont subi le plus gravement les conséquences, en particulier les enfants en situation de handicap.

Les constats les plus criants

L'impact de la crise Covid-19 sur les enseignements a été considérable. Les établissements scolaires ont été amenés à fermer depuis la mi-mars jusque fin juin 2020. Ils ont à nouveau fermé à temps partiel à partir de l'automne. Ils ont organisé, en catastrophe, certains cours en recourant à la visio-conférence. Cela a impliqué d'énormes efforts pour résoudre :

- des problèmes matériels : tous les établissements d'enseignement n'étaient pas équipés de manière équivalente au niveau des technologies de la communication (TIC) et certains élèves ainsi que leurs enseignants ne disposaient pas du matériel informatique nécessaire ou ne pouvaient pas en disposer pleinement au moment nécessaire
- des problèmes pédagogiques : beaucoup d'enseignants et d'élèves ont découvert brusquement l'enseignement par visio-conférence. Les constats de carence sont certainement vrais pour les enfants en situation de handicap comme pour tous les enfants. Mais ils ont, comme toujours, eu des impacts et des conséquences à court et moyen terme plus importants pour les enfants en situation de plus grande fragilité
- des problèmes psychologiques liés à l'isolement, aux incertitudes, aux peurs générées par la situation de crise et par la volonté des autorités de gérer celle-ci par des messages de peur. Les séquelles au niveau psycho-social sont importantes et devront faire l'objet d'un suivi pendant de longues années pour y apporter remède
- des problèmes liés à l'organisation car de nombreux enfants en situation de handicap ont besoin d'un transport adapté et d'un accompagnement médical sur leur lieu de scolarisation. Ils ont tout simplement été privés de scolarité durant de longs mois. Les retards accumulés seront irréversibles pour certains

Tous ces problèmes ont eu un impact important sur les élèves en situation de handicap. Une évaluation en profondeur est nécessaire pour pouvoir tirer des enseignements utiles.

Quel que soit le système, inclusif ou spécialisé, beaucoup d'enfants en situation de handicap ont été privés des accompagnements dont ils ont besoin car les structures d'accompagnement n'ont pas été en mesure de fonctionner durant les périodes de confinements COVID.

C'est ainsi, par exemple, que les suivis logopédiques, psychologique et de kinésithérapie ont été complètement arrêtés, notamment parce que le financement INAMI n'était pas possible au domicile des parents.

Les technologies de la communication comme réponse ?

Comme le souligne la note préparatoire, pouvoir recourir aux technologies de la communication a été un élément de réponse important face à la pandémie au niveau de l'enseignement.

A ce niveau, les établissements d'enseignements belges ont dû résoudre des problèmes logistiques, méthodologiques et pédagogiques énormes dans des délais extrêmement courts. Tous les acteurs de l'enseignement doivent être remerciés pour leurs efforts.

Pour autant, le recours aux TIC ne peut absolument pas être envisagé comme la solution miracle. Il s'agit d'outils importants pour permettre de faire face à des situations d'isolement. Mais ce ne sont que des outils. Les élèves comme les enseignants ont dû apprendre à s'en servir dans une situation de crise. Ils devront, à l'avenir, apprendre à s'en servir dans leur pratique courante.

Les spécialistes de l'éducation ont souligné de manière répétée que l'isolement dû à la pandémie a eu des effets néfastes sur l'apprentissage des jeunes en général.

Il apparaît clairement qu'un recours accru aux TIC pose des problèmes importants au niveau de la relation que les jeunes ont au monde. L'adage dit « l'excès nuit en tout ». Ceci est particulièrement vrai en ce domaine.

A l'heure où le plan de relance mise essentiellement sur le recours aux nouvelles technologies, le BDF insiste fortement sur l'urgence d'une réflexion de fond sur la manière dont le recours aux technologies structure déjà le mode de pensée des jeunes et sur la manière dont les enseignants doivent, d'urgence, adapter leurs pratiques professionnelles. Quelques exemples :

- les jeunes ont une relation au monde qui passe par des outils qui favorisent des messages très courts qui ne laissent que peu de place à la nuance et à la réflexion
- les TIC sont des outils qui fonctionnent sur un mode binaire favorisant le « vrai ou faux » ce qui risque d'accentuer le travers préexistant de l'évaluation « sanction » au lieu de l'évaluation formatrice

- le recours systématique aux questionnaires à choix multiples et aux sondages en ligne engendre des stratégies de réussite (basées sur des statistiques) plutôt que de connaissance et de maîtrise des acquis
- ...

Ce sont des aspects que la note préparatoire du Comité n'aborde pas, c'est dommage.

Enfin, le recours aux TIC a un très fort potentiel de repli sur soi. Il faut absolument que, sous couvert de recours aux TIC, l'isolement des élèves en situation de handicap ne devienne pas la norme !

A ce titre, la possibilité de recourir à l'enseignement à distance ne peut en aucune façon justifier la non mise en accessibilité des bâtiments scolaires, ce qui constitue, à l'heure actuelle le premier frein au développement d'un enseignement réellement inclusif !

Il ne serait pas admissible que des solutions bancales soient mise en place et qu'un élève en situation de handicap suive les cours à distance alors que ses condisciples sont en « présentiel ».

Vers un enseignement inclusif ?

Progresser vers un enseignement plus inclusif fait partie des changements souhaitables.

Cependant, si le BDF souscrit aux principes de l'enseignement inclusif tels que décrits dans les textes internationaux, il considère que ces principes

- constituent des objectifs à atteindre et que le parcours pour y parvenir doit se planifier à court-moyen-long terme
- ne peuvent être atteints dans le contexte spécifique de la Belgique sans prévoir les moyens nécessaires à une transition bien ordonnée : mettre en place un enseignement inclusif ne peut se réaliser, du jour au lendemain par décret. Il faut accompagner la sortie progressive de l'enseignement spécialisé et cela impliquera des coûts
- ne peuvent pas être vus comme des exclusives et doivent être contrebalancés par d'autres principes tels que la liberté de choix pour les élèves en situation de handicap et leurs parents. La liberté de choix implique la possibilité le type d'enseignement qui leur convient et donc un panel de choix

Il est de bon ton de vilipender l'enseignement spécialisé. Pour autant, tout ne doit pas être jeté dans ce que l'enseignement spécialisé belge a mis en place. Ce que le Comité des droits rejette, c'est le côté ségrégatif de l'enseignement spécialisé. C'est pour cela qu'il critique l'enseignement spécialisé belge, pas pour les méthodes et les outils d'enseignement spécifique qu'il a développé et que ses enseignants maîtrisent.

De même, il serait une erreur de ne pas garder le côté non-compétitif de l'enseignement spécialisé. Il serait certainement utile que l'enseignement inclusif à venir en Belgique intègre tous les aspects positifs de l'enseignement spécialisé et les applique à l'enseignement inclusif. Il faut inclure et cesser de mettre en compétition.

Au niveau de la méthode pour progresser vers le déploiement d'un enseignement réellement inclusif, il est essentiel pour le BDF que les adaptations apportées au système éducatif :

- soient progressives et dûment planifiées
- soient organisées sur base d'une réelle concertation avec les structures représentatives des personnes en situation de handicap et avec toutes les parties prenantes du monde enseignant
- commencent par la mise en accessibilité des locaux et matériels scolaires
- s'appuient sur du personnel enseignant et d'encadrement compétent et en nombre suffisant
- tiennent compte de la nécessaire progressivité : dire à un jeune de 16 ans et à ses parents que l'enseignement spécialisé s'arrête du jour au lendemain n'est pas acceptable
- tiennent compte de la nécessité de maintenir la possibilité de choix entre deux types d'enseignements, en fonction des besoins ressentis par l'élève
- ne se fassent pas sans tenir compte du coût nécessaire de la transition